

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES  
SANITAIRES ET SOCIALES DE LA HAUTE-SAONE

SERVICE SANTE-ENVIRONNEMENT

ARRETE D2/B4/I/98/N° 583 du 17 MAR 1998  
portant déclaration d'utilité publique des travaux

- d'alimentation en eau potable,
  - d'établissement des périmètres de protection,
  - de dérivation des eaux souterraines,
- des sources d'Anthon et de Rapiigny sises sur le territoire communal de Rioz et des sources des Fontenis sises sur le territoire communal de Quenoche pour le compte de la commune de Rioz et portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine dans la commune de Rioz.

**LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code d'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 à L7 et R.11-1 à R. 11 -18 inclus;

VU le code rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 19 à L. 23;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 126-1 et R.126-1 à R.126-2;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution;

VU la loi 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème), et le décret d'application modifié n° 55-1350;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée susvisée;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévue par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13.111 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 10 juillet 1989 définissant les procédures administratives fixées par le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 susvisé ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection et des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU la délibération du 20 octobre 1995 par laquelle le conseil municipal de Rioz décide de réaliser les travaux d'établissement des périmètres de protection et de dérivation des eaux souterraines des sources d'Anthon, Rapigney et Les Fontenis;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral n° 1957 du 8 août 1997 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux envisagés ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 30 septembre 1997;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène du 26 février 1998;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture;

### ARRETE

## DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

### *Article 1. Déclaration d'utilité publique :*

Sont déclarés d'utilité publique, les travaux à entreprendre par la commune de Rioz en vue de :

- la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir des sources d'Anthon et de Rapigney sises sur le territoire de la commune de Rioz et des sources Les Fontenis sises sur le territoire de la commune de Quenoche.
- l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages de ces sources.

### *Article 2. Capacité de pompage autorisée :*

Le volume maximum de prélèvement autorisé est de:

- 10 m3/heure et de 240 m3/jour pour la source d'Anthon
- 20 m3/heure et de 480 m3/jour pour la source de Rapigney
- 4 m3/heure et de 48 m3/jour pour la source de Fontenis

Un système de comptage adapté permet de vérifier en permanence ces valeurs conformément aux modalités définies par les articles 6, 8 et 9 du décret n° 73-219 du 23 février 1973.

### Article 3. *Situation des captages*

- Le captage de la *source d'Anthon* est situé à Rioz sur la parcelle n° 88, section C,  
Les coordonnées Lambert sont:      X 884.10      Y 277.90      Z 299.00
- Les *captages de Rapigney* sont situés à Rioz sur la parcelle n° 58, section ZD,  
Les coordonnées Lambert sont:      X 882.56      Y 277.20      Z 273.00
- Le *captage des Fontenis* est situé à Quenoche sur la parcelle n° 422, section D,  
Les coordonnées Lambert sont:      X 883.56      Y 279.15      Z 325.00.

### Article 4. *Périmètres de protection des captages*

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des captages.

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Un périmètre de protection éloignée, commun à l'ensemble des captages d'alimentation en eau est défini uniquement sur le plan de situation joint.

#### Article 4-1 *Périmètre de protection immédiate*

Ils sont constitués :

- *source d'Anthon* :  
pour partie des parcelles sises commune de Rioz C 88, C 486, C 487, C 488,
- *source de Rapigney* :  
parcelle ZD 58 et pour partie de la parcelle ZD 110 (commune de Rioz);
- *source des Fontenis* :  
pour partie de la parcelle sise commune de Quenoche D 422,

Ces parcelles doivent appartenir en pleine propriété à la commune de Rioz et le demeurer.  
Elles seront acquises éventuellement par voie d'expropriation.

Ces périmètres devront être clos.

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt dressera procès-verbal de l'opération.

La commune devra installer aux environs des captages des panneaux destinés à sensibiliser le public aux problèmes de protection des eaux.

A l'intérieur de ces périmètres de protection immédiate, sont interdits toute activité ou aménagement, à l'exception de ceux nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien du captage.

## Article 4-2 Périumètre de protection rapprochée

Des servitudes sont instituées sur les parcelles des périmètres de protection rapprochée décrit dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Sur ces parcelles, sont interdites :

- toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau,
- les excavations, l'ouverture de carrières,
- les décharges,
- l'épandage de toutes substances, y compris fumier, lisier, engrais, amendements, produits phytosanitaires,
- les forages d'alimentation en eau potable sans avis de l'hydrogéologue agréé.

En ce qui concerne le captage de Rapigney, commune de Rioz, le pâturage du bétail sera interdit dans la parcelle 110.

Quant aux bois et forêts inclus dans ces périmètres de protection rapprochée, ils seront préservés car il s'agit d'un facteur important pour la protection de la ressource. Leur exploitation sera poursuivie normalement par récolte des arbres parvenus à maturité.

On évitera :

- le déboisement intégral et définitif, même sur de petites superficies;
- l'utilisation, pour l'entretien du bois, de produits dangereux;
- l'installation de chantier de bûcheronnage, brûlage à moins de 100 m des limites du périmètre de protection immédiate.

## Article 4-3 Périumètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits les créations de carrières, les épandages de lisiers, fumiers, purins et produits phytosanitaires toxiques, la mise en culture des terrains actuellement en herbes ou boisés, les activités de loisir nécessitant des installations fixes, et d'une manière générale, tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement.

Quant aux bois et forêts inclus dans ce périmètre, ils seront préservés.

Leur exploitation sera poursuivie normalement par récolte des arbres à maturité.

On évitera le déboisement intégral et définitif, l'installation de chantier de bûcheronnage et la multiplication de nouveaux chemins d'exploitation forestière.

## DISTRIBUITION DE L'EAU

### Article 5. Modalités de la distribution - Traitement de l'eau

La commune de Rioz est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir des sources d'Anthon et de Rapigney sises sur le territoire de la commune de Rioz et des sources des Fontenis sises sur le territoire de la commune de Quenoche dans le respect des modalités suivantes:

- l'eau avant distribution fait l'objet d'un traitement de stérilisation au chlore;
- le réseau de distribution et le réservoir doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

#### **Article 6.      *Surveillance et contrôle sanitaire de la qualité de l'eau***

La commune veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, la commune prévient la direction départementale des affaires sanitaires et sociales dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

La surveillance de l'évolution de la qualité des eaux prélevées sera réalisée par la D.D.A.S.S. Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres de protection et des servitudes.

#### **Article 7.      *Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations***

Les captages sont équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute.

La canalisation en sortie de réservoir est équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau traitée en départ de distribution.

Les agents des services de l'Etat ont constamment libre accès aux installations autorisées.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

#### **Article 8.      *Information sur la qualité de l'eau distribuée***

Sont affichés, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire
- leur interprétation sanitaire faite par la D.D.A.S.S.
- les synthèses commentées que peut établir ce service sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

### **Article 9.     *Mise en conformité***

Les travaux de mise en conformité seront à engager à l'initiative du maître d'ouvrage dans un délai de 18 mois à compter de la date de publication de cet arrêté.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 10.    *Respect de l'application du présent arrêté***

Le Maire a la responsabilité du respect de l'application de cet arrêté, y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

### **Article 11.    *Durée de validité***

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages restent en exploitation dans les conditions fixées par celui-ci.

Les expropriations devront être accomplies dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

### **Article 12.    *Modification d'activité, d'installation à l'intérieur des périmètres***

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée, notamment:

- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du préfet de la Haute-Saône. Celui-ci pourra imposer un traitement complémentaire au vu des résultats d'analyses d'eau brute, s'ils mettent en évidence une dégradation de la qualité de l'eau.



### Article 13. Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la commune de Rioz:

- notifié individuellement à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des périmètres de protection et des servitudes instituées à l'article 4;
- publié à la conservation des hypothèques de Vesoul dans un délai de 2 mois;  
*Une copie de l'acte de publication et des lettres de notification seront adressées au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt*
- affiché aux mairies de Rioz et de Quenoche pendant une durée d'un mois;
- inséré dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an.

### Article 14.

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le maire de Rioz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au :

- Maire de Quenoche,
- directeur départemental de l'équipement,
- directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement subdivision de Vesoul,
- chef du service départemental de l'office national des forêts,
- délégué régional de l'agence de l'eau,
- président du conseil général.

Pour ampliation :  
Pour le Secrétaire Général et par délégation,  
L'Attaché Chef de Bureau,



Daniel CHIPAUX :

Fait à Vesoul, le 17 MAR 1998

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Gérard MATHIEU





64

63

# SECTION C FLLE N° 1

62

61

60

86

BOIS D'ANTHON

87

88

89

90

Voie

commune de

482

483

LA PIERRE PERCEE

486

488

487

PLANCHE NICOLE

485

484

Charrière

481

480

TTIEFONTAINE

## SECTION C FLLE N° 4

## SECTION C FEUILLE N° 3



EURL MATHEY-DEMOLIN  
SEL DE GEOMETRE-EXPERT

ZA Champ au Roi  
B.P. 15 70000 VAIVRE ET MONTAILLE  
TEL. 84.76.46.09 FAX.84.75.58.89

70 - RIOZ

COMMUNE DE RIOZ

DEFINITION DES PERIMETRES

DE PROTECTION

( CAPTAGE D'ANTHON )

Réf. 96211  
Date 26/09/96

ECHELLE : 1/2000

MODIFICATIONS

NATURE

DATE

La Gérante

CADASTRE

Situation ancienne

SECTION

LIEUDIT

C.1  
C.4

BOIS D'ANTHON  
LA PIERRE PERCEE

Vu pour être annexé à  
notre arrêté de ce jour.  
VESOUL, le 17 MAR 1998  
Le Préfet

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Général MATHEU

LEGENDE

Périmètre de protection



immédiate



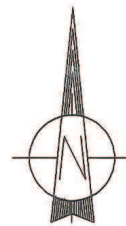
rapprochée



éloignée

POUR AMPLIFICATION  
Rouge (Géomètre) Général  
L. Attier, Chef de Bureau

Christiane TISSOT



85

COMMUNE

DE



EURL MATHEY-DEMOLIN  
SEL DE GEOMETRE-EXPERT

ZA Champ au Roi

B.P. 15 70000 VAIVRE ET MONTAILLE  
TEL. 84.76.46.09 FAX.84.75.58.89

70 - RIOZ

COMMUNE DE RIOZ

DEFINITION DES PERIMETRES

DE PROTECTION

( CAPTAGE DES FONTENIS )

CADASTRE

Situation ancienne

SECTION

LIEUDIT

COMMUNE DE QUENOCHÉ

D.3 LES GRANDS BOIS

Vu pour être annexé à  
notre arrêté de la date

13 MAR 1998

Pour le Maire  
et pour l'adjoint  
de la commune

Gérard MATHIEU

LEGENDE

Périmètre de protection



immédiate



rapprochée



éloignée

Réf. 96211

Date 26/09/96

ECHELLE : 1/2000

MODIFICATIONS

NATURE

DATE

La Gérante

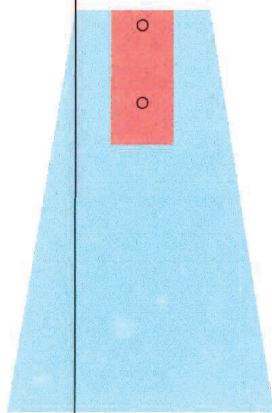
POUR AMPLIFICATION  
Pour le Maire, l'adjoint  
L'Anache, Chef de Bureau

Christiane TISSOT

***SECTION D***

***FLLE N°2***

421



422

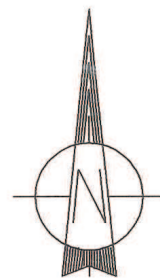
***LES GRANDS BOIS***

426



D

2



423

422

**LES GRANDS BOIS**

428



EURL MATHEY-DEMOLIN  
SEL DE GEOMETRE-EXPERT

ZA Champ au Roi  
B.P. 15 70000 VAIVRE ET MONTOLLE  
TEL. 84.76.46.09 FAX.84.75.58.89

70 - RIOZ

COMMUNE DE RIOZ

DEFINITION DES PERIMETRES

DE PROTECTION

( CAPTAGE DE RAPIGNEY )

Réf. 96211

Date 26/09/96

ECHELLE : 1/2000

MODIFICATIONS

NATURE

DATE

La Gérante

CADASTRE	
Situation ancienne	LIEUDIT
SECTION	
ZD	RAPIGNEY
B.2	BOIS DE L'ESSART
B.4	JACQUET
	LE GRAND PRE
	LES GRANDS CHAMPS
	DE RIOZ

LEGENDE

Périmètre de protection



immédiate



rapprochée



éloignée

SECTION B FLLE N°

BOIS DE

224

226

26

commune n°2

27

Voie

110

RAPIGNEY

111

SECTION ZD

29

262

Chemin

rural

30

276

LA BAISSÉ

LES

